

FOCUS SUR LES ACTIVITES PARIC A DJIBO, PROVINCE DU SOUM (BURKINA FASO)

Le PARIC est un programme mis en œuvre dans la région de Mopti au Mali et dans la Province de Soum au Burkina Faso par un consortium de 5 ONG depuis septembre 2020 pour une durée de 48 mois. L'International Rescue Committee (IRC) qui assure le lead du consortium sur les deux pays d'intervention mais intervenant uniquement au Mali, en partenariat avec Delta Survie au Mali. Solidarités International (SI) assure quant à elle le lead au Burkina Faso en partenariat avec l'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED) et l'Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement (AGED). Pour l'atteinte des objectifs du programme, les activités à réaliser ont été déclinées sous cinq (05) volets à savoir : les volets 1 et 3 « la protection sociale à travers les transferts des filets sociaux » et « la préservation, le renforcement et la diversification des moyens d'existence » assurés par SI ; le volet 2 « la santé-nutrition » prise en charge par AGED ; les volets 4 et 5 « la gouvernance locale » et « la cohésion sociale » assurés par UNIJED.

Solidarités International (SI)

« La protection sociale à travers les transferts des filets sociaux » et « La préservation, le renforcement et la diversification des moyens d'existence »

A travers les volets protection sociale et le renforcement des moyens d'existence, le PARIC dans la province du SOUM entend porter soutien à 1078 ménages vulnérables pour l'accès aux biens et aux services alimentaires et non-alimentaires de base grâce aux transferts des filets sociaux.

L'intervention a aussi pour objectif de permettre aux ménages vulnérables et aux jeunes de préserver leurs actifs productifs et d'épargner par la mise en place des activités génératrices de revenus (AGRs) et des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits (AVEC).

Au cours de la période de Juillet à Décembre 2022, l'activité principale du volet « la protection sociale à travers les transferts des filets sociaux » a été l'assistance alimentaire et non alimentaire à 1078 ménages vulnérables à travers des transferts monétaires par ménage en différentes tranches à Djibo. Durant cette période, les tranches 2 et 3 ont été réalisées :

- La deuxième tranche dite « de consommation » mise en œuvre, avait pour objectif de permettre aux ménages de couvrir leurs besoins les plus essentiels sans avoir à recourir à des stratégies d'adaptation érosives, malgré l'inflation inhérente à la période de soudure. Cette phase est venue en consolidation de la première phase dite « d'investissement » qui avait déjà été implémentée et avait pour objectif de permettre aux ménages bénéficiaires de se constituer des stocks en prévision de la période de soudure pastorale ou agricole.

- La troisième phase dite « de protection des stocks » avait pour objectif de permettre aux ménages de ne pas brader leurs récoltes ou leurs animaux au moment où les prix sont les plus bas.

L'esprit de l'activité est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ménages par un transfert de cash non conditionnel. Pour la transaction avec les ménages, le PARIC a eu recours au télépaiement, ce qui a permis de réduire les risques d'insécurité pour les agents du programme ainsi que les bénéficiaires.

En ce qui concerne le troisième volet « la préservation, le renforcement et la diversification des moyens d'existence », les 1078 ménages ont également bénéficié d'un appui pour la mise en place d'AGRs. Dans ce volet, ils ont été appuyés pour l'identification des potentielles activités qu'ils pouvaient mener et des besoins en matériels en ce qui les concerne. Ils ont aussi été renforcés sur la gestion technique et financière de leurs AGRs.

Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement (AGED)

« La santé-nutrition »

Le volet santé nutrition du PARIC est composé de trois (03) activités principales dont :

L'appui à la PCIMA (Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition) dans les centres de santé qui consiste à renforcer les capacités des agents de santé sur le protocole national PCIMA, apporter un appui en équipement, appuyer le fonctionnement, réhabiliter les hangars et organiser des supervisions dans les centres de santé.

La prévention de la malnutrition dans les communautés en assurant le dépistage de la malnutrition dans les communautés à travers l'approche PB (Périmètre Brachial) famille, soutenant l'ANJE (Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant) à travers les GASPA (Groupe d'Animation et de soutien des pratique ANJE) et l'approche counseling ANJE, assurant les suivis des relais communautaires et le dépistage de la malnutrition dans les communautés, en appuyant les campagnes nationales de dépistage et en réhabilitant les espaces d'allaitement dans les sites PDIs (Population Déplacées Internes).

Le renforcement des capacités des organes de gestions des centres qui vise à mettre en place l'approche CMAM Surge (Prise en charge de la malnutrition aiguë en situation d'urgence) dans les centres de santé, appuyer les COGES (Comité de Gestion des formation sanitaire) à travers des renforcements de capacités, mener des suivis et des encadrements.

Au cours de la période juillet à décembre 2022 dans le cadre de l'appui à la prévention de la malnutrition dans la communauté :

- 624 mères ont été formées dont 560 dotées en MUAC (bracelet de mesure du périmètre brachial) pour le dépistage des enfants de 6 à 59 mois ;
- 48 facilitatrices ANJE de la commune de Djibo ont été formées à la session 3 de l'approche counseling ANJE ;
- 20 facilitatrices ANJE ont été identifiées au sein des 7 sites PDIs de la commune de Djibo.

Sur cette composante le dépistage par les mères formées et dotées a permis de dépister 6034 enfants en bon état nutritionnel, 443 enfants en MAM (Malnutrition aigu modéré) et 224 en MAS (Malnutrition aigu sévère). L'approche counseling ANJE a permis de soutenir et partager les bonnes pratiques ANJE avec 11 630 femmes de la commune de Djibo.



En ce qui concerne le renforcement de capacités des organes de gestion des formations sanitaires de la zone d'intervention, le PARIC à travers son volet nutrition a formé 36 membres COGES dont 3 membres pour chacune des 12 formations sanitaires sur les rôles et responsabilités des COGES pour le bon fonctionnement des formations sanitaires. Par ailleurs, un atelier de formalisation des engagements CMAM sur 8 formations sanitaires a été organisé par le programme ainsi qu'une rencontre bilan programmation avec les partenaires locaux du volet.

Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED)

« La gouvernance locale » et « la cohésion sociale »

Dans le cadre du PARIC, le programme a pour mandat de dérouler des activités de renforcement de la gouvernance et de la cohésion sociale. Pour se faire, sont menées des activités de gouvernance telles que :

- L'amélioration des relations entre les citoyens et les autorités locales à travers la diffusion des informations sur les droits et devoirs des citoyens ;
- L'appui à l'amélioration de la redevabilité des autorités locales en soutenant la tenue de cadres de concertation et de dialogue ;
- Le renforcement de capacités des autorités locales et des agents des services déconcentrés sur la bonne gouvernance et les droits humains.

Parallèlement, sont déroulées des activités communautaires tels que la prévention et la gestion des conflits pour le renforcement du vivre ensemble et de la cohabitation pacifique. En ce sens, le PARIC a appuyé à l'élaboration de plans communautaires de cohésion sociale ainsi que la mise en œuvre des activités inscrites dans ledit plan. Par ailleurs, des séances de sensibilisations sont organisées chaque semaine à travers les ambassadeurs de la paix au profit des communautés.

Pour la période de Juillet à Décembre 2022, dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités à Djibo, le PARIC a identifié à travers des assemblées villageoises 360 membres de clubs comprenant 120 hommes, 120 femmes, 60 jeunes filles et 60 jeunes garçons dans les 4 secteurs à savoir les secteurs 1, 2, 3 et 4 qui sont dénommés des « ambassadeurs de la paix ». Les équipes ont procédé au renforcement de connaissances de ces membres sur les droits et devoirs des citoyens vis-à-vis des autorités, les principes de la bonne gouvernance et la culture de la paix. L'objectif de ce renforcement des membres des clubs était de les outiller sur ces notions afin qu'ils puissent s'ériger comme des relais communautaires d'information à la population à travers des séances de sensibilisation et d'écoute appuyées par les Point Focaux Communautaires (PFC).

